

IV.  
1935

# ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

## Loi relative à la Vaccination des Enfants.

---

(Enregistré sur les Records de l'Île de Guernesey le  
9 mars 1935.)

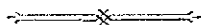


IMPRIMER ET PUBLIER PAR LA  
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" COMPANY, LTD.,  
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,  
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,  
RUE DU BORDAGE.

---

1935.

## ORDRE EN CONSEIL.



A LA COUR ROYALE DE L'ÎLE DE GUERNSEY.

*Le neuf mars mil neuf cent trente cinq, par devant  
Arthur William Bell, écuyer, Baillif, présents :  
William de Prélaz Crousaz, Jean Allés Simon,  
John Roussel, Osmond Priaulx Gallienne, Arthur  
Dorey, Geoffrey Alfred Carey, Ernest de Garis,  
Jean Nicolas Robin, Sidney Beckwith Mainguy,  
Cyril de Putron, Aylmer Mackworth Drake et John  
Leale, écuyers, Jurés.,*

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 21 février 1935, ratifiant un Projet de Loi intitulé " Loi relative à la Vaccination des Enfants ". La Cour après avoir eu lecture du dit Ordre en Conseil, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, a ordonné que le dit Ordre en Conseil sera enregistré sur les records de cette Ile, et que la dite Loi viendra en force le premier avril 1935, duquel Ordre la teneur suit :—

**At the Court at Buckingham Palace,**

The 21st day of February, 1935.

**Present,**

**The King's Most Excellent Majesty**

LORD PRESIDENT.

LORD CHAMBERLAIN.

LORD BRIDGEMAN.

MR. J. C. C. DAVIDSON.

**Whereas** there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 31st day of January, 1935, in the words following, viz. :—

LE 9 MARS 1935

**"Your Majesty** having been pleased, by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—

' 1.—That for the reasons set forth in the preamble thereof, the Royal Court on the 13th day of October, 1934, adopted a Bill or *Projet de Loi*, prepared by the Law Officers of the Crown, intituled "*Loi relative à la Vaccination des Enfants*" and requested the Bailiff to submit the same to the States of Deliberation for their approval ; 2.—That on the 9th day of November, 1934, the said Bill or *Projet de Loi* was duly considered by the States, when a resolution was passed approving the same with slight modifications and authorizing the President to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto ; 3.—That the said Bill or *Projet de Loi* is in the words and figures set forth in the Schedule hereunto annexed ; And most humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* of the States of Guernsey intituled "*Loi relative à la Vaccination des Enfants*" and to order and direct that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.'

**"The Lords of the Committee**, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said *Projet de Loi*.'

**His Majesty**, having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice

of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey.

**And His Majesty** doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed) be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. HANKEY.

---

**PROJET DE LOI** referred to in the foregoing Order  
in Council.

**LOI RELATIVE À LA VACCINATION DES  
ENFANTS.**

Attendu que, en vertu des dispositions de la Loi relative à la Vaccination des Enfants sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 14 août 1896 enregistré le 26 août 1896, certaines fonctions dans l'administration de la dite Loi sont attribuées aux Députés Régistres paroissiaux des Naissances;

Attendu que, en vertu des dispositions de la Loi relative à l'Enregistrement des Naissances et Décès dans le Bailliage de l'Île de Guernesey, le service d'enregistrement paroissial est supprimé et les Députés Régistres paroissiaux sont relevés de leurs charges ;

Attendu qu'il est trouvé expédient de clarifier et préciser les dispositions de quelques uns des articles de la dite Loi relative à la Vaccination des Enfants et notamment celles des articles 8 et 9 d'icelle ;

Attendu que la valeur impérative des considérations qui ont motivé la dite Loi relative à la Vaccination des Enfants et qui sont exprimées dans le préambule d'icelle est toujours reconnue ;

Attendu que pour donner effet aux changements législatifs ci-dessus indiqués il est censé plus convenable de statuer de nouveau que d'amender la dite Loi relative à la Vaccination des Enfants ;

Les Etats ont approuvé le Projet de Loi ci-dessous lequel moyennant la Sanction de Sa Très Excellente Majesté en Conseil aura force de loi en cette Ile.

Article Général.—Dans cette Loi le terme "Parent" s'applique à toute personne ayant charge d'un enfant ; le terme "Vaccinateur" s'applique au Vaccinateur nommé par une paroisse et au médecin ou au chirurgien autorisé à exercer sa profession dans cette Ile auquel un enfant sera présenté pour la vaccination ; le terme "Régistraiie" s'applique au Régistraiie ou au Député-Régistraiie des Naissances et des Décès.

1.—Il sera nommé par chaque paroisse de cette Ile, aux frais de la paroisse, au moins un médecin ou chirurgien autorisé à exercer sa profession en cette Ile qui exercera dans la paroisse les devoirs de "Vaccinateur". Pour les besoins de cette Loi les Iles d'Herm et de Jethou seront censées former partie de la paroisse de Saint Pierre Port.

2.—Le Vaccinateur sera obligé de vacciner avec de vaccin animal (anglicé "Calf Lymph") qu'il sera tenu de se fournir à ses propres frais.

3.—Le Comité Paroissial pour la salubrité publique et le Vaccinateur fixeront le lieu, le jour et l'heure où les vaccinations et la présentation des enfants auront lieu et le Comité Paroissial en avertira le Régistraiie, bien entendu que le Vaccinateur s'y trouvera lorsque nécessaire.

4.—Lors de l'enregistrement de la naissance d'un enfant le Régistraiie livrera au parent ou autre personne représentant le parent du dit enfant selon le cas, un écrit contenant les instructions suivant la

forme du Modèle " A " contenue dans la Cédule annexée à cette Loi, et sera le dit parent tenu de s'y conformer sous les peines ci-dessous prescrites.

5.—Le parent d'un enfant qui naîtra en cette Ile devra, dans les trois mois de la naissance de l'enfant, le présenter avec les instructions par écrit qu'il aura reçues du Régistrare, soit au Vaccinateur de la paroisse où l'enfant est né, soit à ses propres frais à un autre Vaccinateur, pour être vacciné suivant les dispositions de la présente Loi. Le Vaccinateur devra vacciner l'enfant s'il se trouve dans un état de santé qui ne l'empêche pas d'être vacciné.

6.—Dans la semaine suivante, et le même jour de la semaine que celui où l'opération a été pratiquée, le parent devra présenter de nouveau l'enfant au Vaccinateur, de façon qu'il soit examiné pour déterminer le résultat de l'opération. Si le Vaccinateur trouve que l'enfant a été vacciné avec succès, il devra de suite livrer au parent un certificat daté et signé de lui constatant ce fait dans la forme du Modèle " B " contenue dans la dite Cédule. Le parent est tenu de transmettre le dit certificat au Régistrare avant l'expiration des sept jours de la réception. Dans le cas de non réussite, le Vaccinateur livrera au parent un certificat dans la forme du Modèle " E " contenue dans la dite Cédule lequel sera transmis par le parent au Régistrare dans les sept jours. Et sera tel parent tenu de présenter de nouveau l'enfant pour la vaccination dans tel terme que le Vaccinateur aura fixé.

7.—Si le Vaccinateur juge qu'un enfant qu'il aura déjà vacciné trois fois sans succès est impropre à une bonne vaccination, ou que l'enfant qui lui est présenté pour être vacciné a déjà eu la variole, il livrera au parent un certificat, daté et signé de sa main, dans la forme du Modèle " D " contenue dans la dite Cédule, et sera tel parent exempté de présenter l'enfant pour qu'il soit ré-vacciné. Le Certificat sera transmis par le parent dans les sept jours de la réception au Régistrare.

8.—(1) Si le Vaccinateur est d'avis qu'un enfant n'est pas dans une bonne disposition pour être vacciné, il devra de suite livrer au parent un certificat daté et signé de lui, dans la forme du Modèle " C " contenue dans la dite Cédule, constatant que l'enfant est dans un état de santé qui ne permet pas la vaccination. Ce certificat sera valable pour deux mois, et sera renouvelable pour des périodes successives de même durée tant que, pendant les deux années qui suivront la naissance de l'enfant, il continue dans tel état de santé. A la fin de chaque période successive pendant les dites deux années, le parent sera tenu de présenter de nouveau l'enfant au Vaccinateur pour être vacciné ou pour le renouvellement du certificat selon le cas.

(2) Aussitôt que pendant les dites deux années, le Vaccinateur aura jugé que l'état de santé de l'enfant est favorable à une bonne vaccination, le parent sera tenu de le faire vacciner sans retard, et un certificat, sous la forme du Modèle " B " ou du Modèle " E " constatant le résultat, lui sera livré par le Vaccinateur et sera par lui transmis, dans les sept jours, au Régistrare.

(3) Si, à l'expiration des dites deux années, le Vaccinateur trouve que l'enfant continue toujours indisposé à une bonne vaccination, il livrera au parent un certificat dans la forme du Modèle " F " contenue dans la dite Cédule et le parent ne sera plus tenu de présenter l'enfant au Vaccinateur.

9.—Tout parent qui néglige de présenter un enfant à la vaccination dans les trois mois de la naissance ou qui néglige de le présenter au Vaccinateur suivant les dispositions de cette Loi, et ne présente pas une excuse raisonnable de ses négligences, sera passible d'une amende qui n'excédera pas Dix livres sterling, —et tout parent qui néglige dans les sept jours de la réception de transmettre au Régistrare un certificat à lui livré par le Vaccinateur, sera passible d'une amende qui n'excédera pas Cinq chelins sterling.

Celui qui a été poursuivi et puni en vertu de cet article sera passible à des poursuites et pénalités répétées tant qu'il s'obstine à contrevenir aux dispositions de cette Loi comme dessus.

10.—Tout Vaccinateur qui aura vacciné avec du vaccin autre que le vaccin animal ou qui refusera ou négligera de remplir et signer, et de livrer au parent un certificat constatant le résultat d'une vaccination qu'il aurait eu à faire ou un certificat de remise ou d'exemption de vaccination selon le cas, sera passible d'une amende n'excédant pas Vingt chelins sterling. Toute personne qui sciemment et volontairement signera un faux certificat, sera punissable d'un emprisonnement pour un terme n'excédant pas six mois ou à une amende n'excédant pas Cinquante livres sterling.

11.—Dans une poursuite pour avoir négligé de faire vacciner un enfant, il ne sera pas nécessaire d'établir que l'accusé a reçu avis du Régistrare des exigences de la Loi à cet égard.

12.—Il est déclaré par ces présentes que la vaccination, ou l'assistance médicale ou chirurgicale relative à la vaccination par un Vaccinateur nommé par une paroisse, ne sera pas considérée comme un secours public.

13.—Le Régistrare gardera en liasse les certificats qui lui seront transmis ou par lui reçus directement, et en tiendra un registre ; il sera chargé de la mise à exécution de la présente Loi, bien entendu que les frais par lui encourus pour cet objet seront pour le compte des Etats ; il permettra de faire des recherches dans le registre, et sur la demande qui lui en sera faite, il donnera copie de certificats et d'enregistrements moyennant paiement de six pennis sterling, par chaque recherche, et six pennis par chaque copie. Bien entendu que les susdits honoraires ne seront pas exigibles des Vaccinateurs ni des officiers paroissiaux. Pour les services qui lui seront imposés par la présente Loi, il lui sera payé annuellement par les Etats de



cette Ile telle somme qui sera déterminée par les Etats.

14.—Les Etats fourniront au Régistrare et aux Vaccinateurs les livres, certificats et autres imprimés qui leur seront nécessaires, conformément aux dispositions de cette Loi, et paieront toutes les dépenses nécessaires pour l'impression et la distribution de notices dans les paroisses respectives. Les Etats rembourseront de plus aux paroisses les frais par elles encourus pour la vaccination obligatoire des enfants étrangers.

15.—Les amendes seront applicables moitié à Sa Majesté et moitié au délateur.

16.—Les formes suivant les Modèles contenues dans la Cédula annexée à cette loi pourront être rédigées et complétées soit en la langue française soit en la langue anglaise.

17.—Est et sera rappelée la Loi relative à la Vaccination des Enfants sanctionnée par un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 14 août 1896 enregistré le 26 août 1896. *Pourvu que ce rappel n'aura effet—*

- (a) d'affecter l'opération antérieure de la dite Loi.
- (b) d'affecter aucune obligation ou passibilité encourue en vertu d'icelle,
- (c) d'affecter aucune pénalité, forfaiture ou punition encourue à l'égard d'aucune contravention d'icelle,
- (d) d'affecter aucune poursuite ou recours à l'égard de telle obligation, passibilité, forfaiture ou punition, et toute et telle poursuite ou tout et tel recours pourra être institué, continué ou mis en vigueur, et toute et telle pénalité, forfaiture ou punition pourra être imposée comme si cette présente Loi n'avait pas été passée.

18.—Cette Loi viendra en force tel jour après le jour de l'enregistrement sur les Records de cette Ile de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil la sanctionnant, qui sera fixé par la Cour Royale.

## CÉDULE DE FORMES.

## FORME D'INSTRUCTIONS (MODÈLE "A").

Je, soussigné, vous signifie par ces présentes que, suivant à la Loi relative à la Vaccination, vous êtes tenu de faire vacciner l'enfant (suivent les noms,) dont la naissance est aujourd'hui enregistrée, dans les trois mois qui suivront la naissance, savoir : avant le  
 jour de 19 . Et que faute à vous de ce faire, vous serez sujet aux peines et pénalités imposées par les lois.

Vous êtes libre de présenter l'enfant, soit au Vaccinateur de votre paroisse, soit à vos propres frais à un autre médecin ou chirurgien autorisé à exercer sa profession en cette ile.

Si vous avez l'intention de présenter l'enfant au Vaccinateur de votre paroisse, il se trouvera à  
 le 19 , à heures de .

Vous êtes tenu de me remettre, dans les sept jours de la réception, tous et tels certificats qui vous seront livrés par le Vaccinateur auquel vous aurez présenté l'enfant. A défaut de ce faire, vous serez sujet à une pénalité.

Ce jour de 19 .

Signé, A.B., Régistrare.

A. M.

## FORME DE CERTIFICAT (MODÈLE "B").

Je, soussigné, certifie par ces présentes que (nom de l'enfant), enfant de né le  
 19 , dans la paroisse de a été vacciné par moi avec succès.

Daté ce jour de 19 .

Signé, A.B., Vaccinateur de la paroisse de  
 ou C.D., Médecin ou Chirurgien.

*N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus au parent ou à la personne ayant charge le l'enfant, lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours au Régistrare des Naissances.*

## FORME DE CERTIFICAT (MODÈLE " C ").

Je, soussigné, certifie par ces présentes que je suis d'avis que (suivent les noms de l'enfant), enfant de , né le dans la paroisse de , n'est pas dans une bonne disposition pour être vacciné avec succès, et je remets par ces présentes la vaccination jusqu'au jour de 19 .\*

Daté ce jour de 19 .

Signé, A.B., Vaccinateur de la paroisse de ou C.D., Médecin ou Chirurgien.

*\* Le terme n'excédera pas deux mois.*

*N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus au parent ou à la personne ayant charge de l'enfant, lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours au Régistrare des Naissances.*

## FORME DE CERTIFICAT (MODÈLE " D ").

Je, soussigné, certifie par ces présentes que j'ai fois vacciné sans succès (suivent les noms), enfant de , né le , en la paroisse de (ou que enfant de de né le en la paroisse de , a déjà eu la variole) et je suis d'avis que le dit enfant n'est pas susceptible à la vaccination.

Daté ce jour de 19 .

Signé, A.B., Vaccinateur de la paroisse de ou C.D., Médecin ou Chirurgien.

*N.B.—Le Vaccinateur livrera le certificat ci-dessus au parent ou à la personne ayant charge de l'enfant, lesquels sont tenus de le remettre dans les sept jours au Régistrare des Naissances.*



## GUERNSEY.

*Translation of " Law Relating to the Vaccination of Children ", approved by His Majesty in Council the 21st day of February, 1935.*

Whereas by virtue of the provisions of the Law relating to the Vaccination of Children sanctioned by an Order of His Majesty in Council on the 14th day of August, 1896, registered on the 26th day of August, 1896, certain functions in the administration of the said Law were attributed to the parochial Deputy Registrars of Births ;

Whereas by virtue of the provisions of the Law relating to the Registration of Births and Deaths, in the Bailiwick of the Island of Guernsey, the system of parochial registration is abolished and the parochial Deputy Registrars are relieved of their duties ;

Whereas it has been found expedient to clarify and to elaborate the provisions of certain of the articles of the said Law relating to the Vaccination of Children and particularly those of Articles 8 and 9 thereof ;

Whereas the imperative value of the considerations which were the justification for the said Law relating to the Vaccination of Children which considerations are expressed in the preamble thereof are still recognised ;

Whereas in order to give effect to the legislative changes hereinbefore indicated, it is considered more appropriate to legislate afresh than to amend the said Law relating to the Vaccination of Children ;

The States have approved the following Bill which, subject to the sanction of His Most Excellent Majesty in Council, shall have force of law in this Island.

*General Article.*—In this Law the term " Parent " means any person having the custody of a child ; the term " Vaccinator " includes a Vaccinator appointed by a parish and a doctor or surgeon autho-

rised to practise in this Island to whom a child shall be presented for vaccination; the term "Registrar" means the Registrar or Deputy Registrar of Births and Deaths.

1.—Every parish in this Island shall appoint, at the cost of the parish, at least one doctor or surgeon authorised to practise in this Island to perform in the parish the duties of "Vaccinator". For the purposes of this Law the Islands of Herm and Jethou shall be deemed to form part of the parish of Saint Peter Port.

2.—The Vaccinator shall be obliged to vaccinate with "Calf Lymph", provided by him at his own expense.

3.—The Parochial Sanitary Committee and the Vaccinator shall appoint the place, the day and hour, where and when vaccination and the presentation of children shall take place and the Parochial Committee shall notify the Registrar thereof; provided always that the Vaccinator shall attend whenever necessary.

4.—Upon the registration of the birth of a child the Registrar shall deliver to the parent or to any other person representing the parent of the said child, as the case may be, a printed form containing instructions in conformity with Form "A" contained in the Schedule annexed to this Law, and the said parent shall conform to the same under the penalties hereunder prescribed.

5.—The parent of a child born in this Island shall within three months after the birth of the child, present it together with the written instructions received by him from the Registrar, either to the Vaccinator of the parish where the child was born, or, at his own expense, to another Vaccinator, to be vaccinated in accordance with the requirements of the present Law. The Vaccinator shall vaccinate the child if it is in a state of health which does not prevent its being vaccinated.

6.—In the following week and upon the same day of the week as that upon which the operation was performed, the parent shall again present the child to the Vaccinator, so that it may be examined in order to ascertain the result of the operation. If the Vaccinator shall find that the child has been successfully vaccinated, he shall immediately deliver to the parent a certificate to that effect dated and signed by him in conformity with Form " B " contained in the said Schedule. The parent shall transmit the said certificate to the Registrar within seven days of the receipt thereof. In the event of the vaccination being unsuccessful, the Vaccinator shall deliver to the parent a certificate in conformity with Form " E " contained in the said Schedule which certificate shall be transmitted by the parent to the Registrar within seven days of the receipt thereof. The parent shall again present the child for vaccination within such period as the Vaccinator shall determine.

7.—If the Vaccinator is of opinion that a child already vaccinated unsuccessfully by him on three occasions is insusceptible of successful vaccination, or that the child brought to him for vaccination has already had the smallpox, he shall deliver to the parent a certificate under his hand, dated and signed, in conformity with Form " D " contained in the said Schedule, and such parent shall be exempted from presenting the child for re-vaccination. The certificate shall be transmitted by the parent within seven days of its receipt to the Registrar.

8.—(1) If the Vaccinator is of opinion that the child is not in a fit and proper state to be vaccinated he shall forthwith deliver to the parent a certificate dated and signed by him in conformity with Form " C " contained in the said Schedule stating that the child is in a state of health which does not allow of vaccination. This certificate shall be valid for two months, and shall be renewable for successive periods of the same duration for so long as, during the two

years following the birth of the child, he shall continue in a similar state of health. At the end of each successive period during the said two years the parent shall again present the child to the Vaccinator to be vaccinated or for the renewal of the certificate as the case may be.

(2) As soon as, during the said two years, the Vaccinator shall have decided that the state of health of the child is favourable to a successful vaccination, the parent shall have it vaccinated without delay, and a certificate in conformity with Form " B " or Form " E " stating the result shall be delivered to him by the Vaccinator, and shall be by him transmitted within seven days to the Registrar.

(3) If, at the expiration of the said two years, the Vaccinator shall find that the child remains in a state of health unfavourable to a successful vaccination, he shall deliver to the parent a certificate in conformity with Form " F " contained in the said Schedule and the parent shall not be required to again present the child to the Vaccinator.

9.—Every parent who neglects to present a child for vaccination within three months from its birth, or who neglects to present it to the Vaccinator in accordance with the provisions of this Law, and does not tender a reasonable excuse for his neglect shall be liable to a fine not exceeding Ten pounds stg. : and every parent who neglects within seven days from its receipt to transmit to the Registrar a certificate delivered to him by the Vaccinator, shall be liable to a fine not exceeding Five shillings sterling. Any person who may have been prosecuted and punished by virtue of this article shall be liable to repeating proceedings and penalties during such time as he shall continue to infringe the aforesaid provisions of this Law.

10.—Every Vaccinator who shall have vaccinated with vaccine other than " Calf Lymph ", or who shall refuse or neglect to fill up and sign and to deliver



to the parent a certificate stating the result of a vaccination which he may have performed or a certificate of the postponement of or exemption from vaccination as the case may be, shall be liable to a fine not exceeding Twenty shillings stg. Every person who knowingly and wilfully shall sign a false certificate shall be punishable with imprisonment for a term not exceeding six months or by a fine not exceeding Fifty pounds sterling.

11.—In any prosecution for neglect to procure the vaccination of a child, it shall not be necessary to prove that the accused has received notice from the Registrar of the requirements of the law in this respect.

12.—It is hereby declared that the vaccination, or the medical or surgical services incidental to vaccination by a Vaccinator appointed by a parish, shall not be deemed to be public relief.

13.—The Registrar shall keep filed the certificates transmitted to him or by him received direct, and shall keep a register of the same; he shall see that the provisions of the present Law are carried out, provided always that the expenses incurred by him for this purpose shall be borne by the States; he shall allow searches to be made in the Register, and upon demand shall give copies of certificates and registrations on payment of six pence stg. for each search, and six pence for each copy. Provided that the above fee shall not be payable by Vaccinators nor by Parochial Officers. For the duties imposed upon him by the present Law, he shall be paid annually by the States of this Island such sum as shall be determined by the States.

14.—The States shall provide the Registrar and the Vaccinators with the books, certificates and other printed forms required by them under the provisions of this Law, and shall defray the whole cost of the printing and distribution of notices in the several parishes. The States, moreover, shall refund to the

parishes the costs incurred by them in relation to the compulsory vaccination of the children of strangers.

15.—The fines shall be awarded, one half to His Majesty, and one half to the informer.

16.—The forms of which specimens are contained in the Schedule annexed to this Law may be drawn up and completed in French or in English.

17.—The Law relating to the Vaccination of Children sanctioned by an Order of His Majesty in Council on the 14th day of August, 1896, registered on the 26th day of August, 1896, is hereby repealed. Provided that this repeal shall not affect—

- (a) the previous operation of the said law,
- (b) any obligation or liability incurred by virtue thereof,
- (c) any penalty, forfeiture or punishment incurred in respect of any contravention thereof,
- (d) any proceeding or remedy in respect of any such obligation, liability, forfeiture or punishment, and any such proceeding or any such remedy may be instituted, continued or enforced, and any such penalty, forfeiture or punishment may be imposed as if this present Law had not been passed.

18.—This Law shall come into force on such day after the date of the registration on the Records of this Island of the Order of His Majesty in Council sanctioning it as shall be fixed by the Royal Court.

## SCHEDULE OF FORMS.

## FORM OF INSTRUCTIONS (MODEL "A").

I, the undersigned, hereby give you notice, that pursuant to the provisions of the Law relating to Vaccination, you are obliged to have the child whose birth is now registered, vaccinated within three months from the date of its birth, viz., before            day of            19   . And that in default of your doing so you will be liable to the Penalties imposed by Law.

You are at liberty to take the child, either to the Vaccinator of your Parish, or at your own expense, to any other Physician or Surgeon authorised to practise in this Island.

If you intend to take the child to the Vaccinator of your Parish, he will attend at            on the 19   , at            o'clock.

You are required by Law to forward to me within seven days from receiving the same, all and every certificates which shall be delivered to you by the Vaccinator to whom you may have taken the child. In default of your doing so, you will be liable to a penalty.

This            day of            19   .

Signed, A.B., Registrar.

To M.

## FORM OF CERTIFICATE (MODEL "B").

I, the undersigned, hereby certify that            child of            born the            19   , in the Parish of            , has been successfully vaccinated by me.

Dated this            day of            19   .

A.B., Vaccinator of the Parish of            ,  
or C.D., Physician or Surgeon.

*N.B.—The Vaccinator shall hand the above certificate to the parent or person having the custody of the child, who must forward it within seven days to the Registrar of Births.*

## FORM OF CERTIFICATE (MODEL "C").

I, the undersigned, hereby certify that I am of opinion that                      child of                      born the                      19   , in the Parish of                      is not in a fit and proper state to be successfully vaccinated, and I do hereby postpone the vaccination until the                      day of                      19   .\*

Dated this                      day of                      19   .

A.B., Vaccinator of the Parish of                     ,  
or C.D., Physician or Surgeon.

*\* This must not exceed two months.*

*N.B.—The Vaccinator shall hand the above certificate to the parent or person having the custody of the child, who must forward it within seven days to the Registrar of Births.*

## FORM OF CERTIFICATE (MODEL "D").

I, the undersigned, hereby certify that I have                      times unsuccessfully vaccinated                      child of                      born the                      19   , in the Parish of                      (or that                      child of                      born the                      19   , in the Parish of                      has already had smallpox) and I am of opinion that the said child is insusceptible of successful vaccination.

Dated this                      day of                      19   .

A.B., Vaccinator of the Parish of                     ,  
or C.D., Physician or Surgeon.

*N.B.—The Vaccinator shall hand the above certificate to the parent or person having the custody of the child, who must forward it within seven days to the Registrar of Births.*

## FORM OF CERTIFICATE (MODEL "E").

I, the undersigned, hereby certify that I have  
times unsuccessfully vaccinated  
child of                      born the                      and that I  
have given notice to                      the parent or the  
person having the custody of the child to bring the  
said child again to me on the                      19 .

Dated this                      day of                      19 .

A.B., Vaccinator of the Parish of                      , or  
C.D., Physician or Surgeon.

*N.B.—The Vaccinator shall hand the above certificate to the parent or person having the custody of the child, who must forward it within seven days to the Registrar of Births.*

## FORM OF CERTIFICATE (MODEL "F").

I, the undersigned, hereby certify that  
(child's full name) the child of                      born on the  
                    in the Parish of                      is in a state  
of health which does not permit of its being vaccinated, and that the said child has been continually in that state of health during the two years following its birth. Consequently the vaccination of the child is no longer required by the Law.

Dated this                      day of                      19 .

Signed, A.B., Vaccinator of the Parish of  
                    , or C.D., Physician or Surgeon.

*N.B.—The Vaccinator shall hand the above certificate to the parent or person having the custody of the child, who must forward it within seven days to the Registrar of Births.*

QUERTIER LE PELLEY,  
Greffier du Roi.